



Rapport de l'atelier d'experts de Dakar sur le thème :

Remédier à la pénurie d'enseignants pour réaliser l'EPT : comment rendre les politiques et les pratiques efficaces ?

15 – 16 décembre 2011



Remerciements

Nous tenons à remercier le Ministre de l'Education nationale du Sénégal son Excellence Monsieur Kalidou Diallo, Monsieur le Secrétaire Général, le point focal, ainsi que l'ensemble de ses Directeurs Nationaux qui n'ont ménagé aucun effort pour la réussite de cet atelier. Nos remerciements vont également à la Directrice du BREDA ainsi qu'à toute son toute son équipe.



Table des Matières

I. Introduction 3

II. Echange sur les études existantes et les expériences et actions réussies dans les pays 3

1. Contexte des pays et défis posés par la question enseignante 3
2. Stratégies mises en œuvre par les pays : focus sur le facteur enseignant 4
3. Perspectives : pistes de recherche 5

III. Echange avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sur la question de pénurie d'enseignants dans les écoles pour l'atteinte des objectifs de l'EPT 5

IV. Présentation du projet d'étude de cas dans les pays Afrique francophones 6

V. Présentation du projet d'appui aux pays membres 7

VI. Synthèse des travaux : Un contexte partagé 8

VII. Conclusion 9

Annexes

Annexe 1 Liste des participants 10

Annexe 2 Agenda 18

Annexe 3 Présentation de la synthèse des travaux 21

I. Introduction

Du 15 au 16 décembre 2011, le Secrétariat de l'Equipe Spéciale sur les Enseignants pour l'EPT, conformément à son plan d'action 2011, a organisé un atelier d'experts à Dakar sur le thème : **Remédier à la pénurie d'enseignants pour réaliser l'EPT¹, comment rendre les politiques et les pratiques efficaces.** L'atelier qui s'est tenu sous l'égide du Ministère de l'Education Nationale du Sénégal, a été co-organisé par l'UNESCO BRED A pour toute la partie administrative.

Cet a vu la participation de tous les pays africains francophones invités : le Sénégal (pays hôte), le Mali, la Guinée, la Côte d'ivoire, le Bénin, le Burkina Faso, la République Centre africaine, la République Démocratique du Congo, la République du Niger. Ont également pris part à l'atelier d'experts, les partenaires techniques et financiers que sont : la coopération française, l'USAID, l'OIF²/IFADEM. L'UNESCO a été représenté par toutes les entités travaillant à Dakar dans le domaine des questions relatives aux enseignants, en l'occurrence, l'équipe TTISSA³, le pôle de Dakar et IICBA⁴. L'atelier a également vu la participation des partenaires sociaux (syndicats de l'enseignement).

Les travaux ont duré 2 jours et ont été ouverts officiellement par Son excellence Monsieur Kalidou Diallo, Ministre de l'Education Nationale du Sénégal, en présence de Madame la Directrice du BRED A/UNESCO.

II. Echange sur les études existantes et les expériences et actions réussies dans les pays.

Après les allocutions d'ouverture, et l'adoption de l'ordre du jour, les travaux ont démarré sous la présidence de Monsieur Francisco K. Seddoh, Consultant de l'Equipe Spéciale, ancien Ministre de l'Education Nationale du Togo et ancien Directeur de la Division de l'Enseignement Supérieur à l'UNESCO, et de Mr. Jean Claude Mantes Consultant International et Professeur à l'Université Paris Descartes qui modéraient successivement le premier et le deuxième Panel. Ces panels consistaient en un échange de vues sur les politiques, les programmes, les expériences et les actions réussies dans les pays d'Afrique Francophone représentés. Les panélistes étaient :

1. M. ATOHOUN Raoul, Analyste, Economiste et Planificateur de l'Education au Ministère de l'Education du Bénin
2. M. DIABOUGA Y. Paul, Directeur des études et de la planification, point focal du Burkina Faso
3. M. AZIZOU Adama, point focal du Niger
4. Mr. Pape Fily N'Diaye, Ministère de l'Education du Sénégal
5. Mr. Baba Diabé Doumbia du Mali
6. Mr. Biney J. Francis de la Côte d'ivoire
7. Mr Mukadi Tsangala Jovin, Point focal, République démocratique du Congo
8. Alpha Omar Baldé, Point focal Guinée*
9. Guezawane Piki, point focal de la République Centre Africaine

Les panels se sont déroulés selon le format d'une série de présentations suivie de discussions.

¹EPT: Education Pour Tous

²OIF/IFADEM : Organisation internationale de la Francophonie/Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres.

³ TTISSA : Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne

⁴ IICBA : l'International Institute for Capacity Bulding in Africa

Voici, ci-après la synthèse des présentations et des discussions

1. Contexte des pays et défis posés par la question enseignante.

Les présentations ont montré que les situations sont similaires dans les quatre pays :

- Malgré la rareté des ressources financières, des progrès significatifs ont été enregistrés dans la réalisation de la SPU grâce à des efforts importants : recrutements massif d'enseignants (3000 enseignants recrutés par an entre 2000 et 2010 au Burkina Faso), gratuité de l'éducation de base au Burkina Faso, augmentation des budgets du secteur de l'éducation [au Bénin le budget de l'éducation en 2009 s'élevait à 24,3% de l'ensemble des dépenses courantes de l'Etat hors dette, contre 20,4% en 2006 (moyenne Afrique = 21,4%)]. Au Niger le TBS au primaire est passé de 30% en 1998 à 76,1% en 2011. Les efforts à fournir restent importants. Le Burkina Faso prévoit le doublement des effectifs des élèves au primaire d'ici à 2020. Au Bénin, le poids de la population scolarisable au primaire (les 6-11 ans) est de 18% et il augmentera à 26% d'ici à 2020
- Les besoins d'enseignants à recruter restent importants. Le besoin de recrutement annuel d'enseignants du primaire est de 2107 au Bénin et 5000 au Burkina-Faso. La question de la capacité à soutenir ces efforts de recrutement massif dans la durée a été posée pour les cas du Bénin et du Sénégal. Au Burkina, les dépenses de personnel représentent, en 2011, 83, 2% des dépenses courantes et cette situation ne devrait pas s'améliorer en 2012.
- Le nombre important d'enseignants à recruter pour répondre à l'expansion croissante des systèmes éducatifs met en évidence un besoin considérable de formation initiale et continue pour les prochaines années. Au Bénin, les capacités physiques actuelles du dispositif de formation initiale de formation initiale ne pourront pas répondre aux besoins au primaire et au secondaire.
- La multiplication des types d'enseignant (fonctionnaires, corps émergents au Sénégal, enseignants communautaires au Bénin, volontaires du service national de développement) complexifie les besoins de formation continue (diversification des profils et baisse du taux de qualification des enseignants) et la demande sociale des enseignants (plan de carrière, salaire, etc.). Au Bénin, plus de 60% des enseignants du primaire n'ont pas le diplôme professionnel requis pour enseigner. La question de la faiblesse de la performance des enseignants est posée par le Niger. Elle se traduit par le niveau d'apprentissage des élèves qui demeure faible. Le Bénin pose le problème en termes de dégradation des conditions de l'enseignement qui rend le système peu efficient. Cela se caractérise depuis 2006, par une hausse des redoublements (de 7,5% à 12,6% au primaire) et la stagnation du taux d'achèvement du Primaire, autour de 65%. La question de la qualité de l'éducation se pose dans tous les pays.
- Des problèmes relatifs à l'efficacité de la gestion des enseignants. Il a été identifié dans tous les pays que le déficit en personnels enseignants était plus important en zone rurale qu'en zone urbaine. Dans plusieurs cas, on note un surnombre d'enseignants en zone urbaine. De plus un nombre important d'enseignants en service hors de l'éducation, emmargent sur le budget de l'éducation.

2. Stratégies mises en œuvre par les pays : focus sur le facteur enseignant.

- Réformes de la formation initiale. En vue d'améliorer la qualité de la formation initiale des enseignants, la durée de formation a été augmentée. Elle passe d'un à deux ans pour le Bénin, le Burkina Faso et le Niger. Pour le Sénégal, le recrutement des volontaires de l'éducation a été abandonné. Le niveau d'entrée en formation initiale des instituteurs est le baccalauréat et la durée de formation des vacataires est passée de six à neuf mois. Le Niger a développé les écoles de formation privées (04) qui forment environ 2000 enseignants par an.
- Formation continue des enseignants. Le Sénégal a fait la fusion de la structure de formation continue des enseignants et des écoles de formation d'instituteurs pour en faire une structure unique de formation initiale et continue pour les enseignants de l'éducation de base dans chaque région du pays (province). Au Bénin, au Niger et au Sénégal, les conseillers pédagogiques assurent la formation continue des enseignants. Au Niger, le dispositif de formation continue permet d'assurer une formation de 45 jours pour les maîtres pendant les grandes vacances. Le Bénin identifie dans ses perspectives, l'extension du dispositif de formation à distance développé dans le cadre de l'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM). La formation à distance serait un élément de réponse à considérer face à la demande massive de formation continue.
- Des mesures sociales visant la motivation des enseignants ont été prises par les pays. Au Bénin, l'état a procédé au relèvement du point indiciaire de 25%, rendant ainsi le salaire plus attractif pour les enseignants, que ce soit en comparaison de leurs homologues de la sous-région par comparaison à d'autres professions. Au Sénégal, le salaire des volontaires de l'éducation est passé de 50 000 FCFA à 100 000 FCFA, avec d'autres avantages sociaux (assurance, indemnités de logement, etc.). Les corps émergents disposent d'un plan de carrière leur donnant la possibilité d'évoluer jusqu'au niveau d'inspecteur.

3. Perspectives : pistes de recherche

Plusieurs pistes de recherche ont été suggérées sur les questions suivantes :

- La Politique et l'efficacité des dispositifs de formation continue des enseignants.
- La question de la gestion efficiente des enseignants.
- Le financement de l'éducation et la poursuite des efforts dans la durée.
- La qualité de l'Education

III. **Echange avec les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) sur la question de la pénurie d'enseignants dans les écoles et l'atteinte des objectifs de l'EPT.**

Ce Panel était présidé par Mr Mamadou NDOYE Consultant International, ancien Ministre et ancien Directeur de l'ADEA. Les panélistes étaient :

1. USAID : Pape MOMAR SOW
2. TTISSA Pôle de Dakar : Jean ADOTEVI
3. IICBA: Abdoulaye BARRY
4. OIF/IFADEM: Papa YOUNG DIENG

Les discussions ont porté essentiellement sur la présentation de l'approche que les Partenaires techniques et financiers ont de la problématique de la pénurie d'enseignants qui impacte négativement la qualité des enseignements dans les pays de l'Afrique francophone notamment.

Dans un premier temps, les participants ci-dessus mentionnés ont successivement présenté les domaines d'intervention de leurs institutions respectives pour l'amélioration de la question enseignante.

De ces différentes présentations il ressort que :

- 1- L'USAID intervient dans le renforcement de la capacité des enseignants, la construction de salles de classe, l'édition de manuels scolaires et la dotation en matériels informatiques pour le développement des Technologies de l'Information et de la Communication dans l'Education (TICE) ;
- 2- L'UNESCO BREDA quant à elle accompagne techniquement les pays dans l'élaboration du diagnostic de la question enseignante à partir d'un guide méthodologique, en vue de l'élaboration des politiques holistiques sur la question enseignantes L'UNESCO -BREDA a lancé le processus TTISSA dans plusieurs pays notamment le Bénin, la Guinée, l'Ouganda, le Mali, le Lesotho et le Burundi. Seul pour le moment, le Bénin a conduit à terme son étude diagnostique et se prépare à rentrer dans sa phase d'élaboration des politiques. Dans 9 mois, la Guinée, l'Ouganda et le Mali conduiront également à terme de leur étude diagnostique.
- 3- L'IICBA intervient dans la recherche -développement et l'utilisation des TICE dans les centres de formations des enseignants et accompagne la mise en œuvre des politiques enseignantes. Il a réussi à mettre sur place un réseau des centres de formation initiale et continue des enseignants pour des échanges d'expériences et développé des curricula de formation. Il a également mis sur pieds une bibliothèque électronique pour renforcer la documentation dans les centres de formation des enseignants
- 4- L'IFADEM/OIF quant à elle a pour mission de renforcer la compétence des enseignants des milieux défavorisés. Elle s'investit alors dans la formation à distance des enseignants du primaire en cours d'emploi suivant un calendrier bien défini. Elle initie les enseignants à l'utilisation de l'outil informatique en développant chez eux des aptitudes à faire des recherches sur l'Internet. Sa mise en œuvre s'appuie sur les centres nationaux de formation des enseignants des pays bénéficiaires. La formation est animée par les Conseillers Pédagogiques et les Inspecteurs à travers un mécanisme de tutorat avec une dotation à chaque enseignant des modules documentaires. Après l'évaluation positive de la phase expérimentale de l'IFADEM dans les pays comme le Bénin, il a été organisée la formation de plus de 500 enseignants qui ont obtenu une valorisation de leurs acquis professionnels.
- 5- Enfin, la représentante de la Coopération française a souligné que toutes leurs interventions intègrent la prise en compte de l'aspect genre dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques enseignantes en Afrique.

Des débats généraux organisés autour de ces présentations ont permis de faire les constats ci-après : On observe

- des interventions dispersées des PTF aussi bien dans les relations multilatérales que binationales avec les pays bénéficiaires ;
- Une absence d'implication des organisations sociales dans l'élaboration des politiques éducatives ;
- Une absence de renforcement de capacité des organisations sociales ;
- Une insuffisance de l'appropriation par les nationaux des interventions des PTF ;

- Une faiblesse du leadership dans les pays bénéficiaires des appuis des PTF ;
- Une absence de dialogue politique ;

Face à ces constats les recommandations ci-dessus ont été formulées:

- a. la mise place d'un cadre de dialogue politique basé sur des choix et des options politiques clairement définis ;
- b. les interventions ou les appuis des PTF doivent se faire conformément aux visions politiques et sous le leadership des pays bénéficiaires (déclaration de Paris) ;
- c. l'amélioration de la coordination des PTF dans l'appui aux pays bénéficiaires ;
- d. la prise en compte de la capacité des pays bénéficiaires dans les diverses négociations ;
- e. la capitalisation et l'évaluation des expériences passées ;
- f. l'appropriation par les nationaux des expériences passées pour les rendre pérenne ;
- g. le renforcement de capacités des cadres des pays bénéficiaires y compris ceux des organisations sociales.

IV. Présentation du projet d'étude de cas et de l'appui aux états membres pays d'Afrique

Le deuxième jour de l'atelier a été consacré à la discussion autour des études de cas et la présentation de l'appui aux pays membres sous la présidence de Mr Mamadou Ndoye.

Les études de cas

Le Secrétariat de l'équipe spéciale sur les Enseignants pour l'EPT envisage un appui aux pays pour réaliser des études de cas. Cet appui vise à permettre aux pays d'échanger sur des expériences novatrices qui ont contribué au développement de la question. Dans ce sens, le choix se portera sur un ensemble de pays choisis selon des critères précis.

Un exercice du même genre a été réalisé pour les pays anglophones suivi d'un atelier qui s'est tenu à Accra pour valider les résultats des études de cas.

Leçons à tirer des travaux d'Accra

Les études pour l'Afrique anglophone se sont faites à distance par un Consultant international. Il est apparu que les données prises en compte pour les pays concernés ne sont pas toujours exactes ; il y a donc une nécessité :

- d'avoir un consultant national qui est sur place.
- De disposer d'une maquette générale appliquée dans tous les pays concernés
- de contextualiser l'étude de cas selon les pays pour donner une valeur ajoutée aux pays et de veiller à la question de la comparabilité des résultats des études de cas
- Faire une diffusion des études de cas

Pour les pays francophones, il a été retenu d'accorder la préférence à ceux qui disposent d'expériences réussies en termes de politiques, programmes et d'autres activités novatrices.

Les choix se feront conformément aux critères suivants :

- L'étude de cas doit porter sur une expérience ayant permis de relever un défi majeur relatif à la question enseignante (recrutement, financement, etc.) ;

- La méthodologie préconisée doit favoriser une appropriation nationale effective, basée sur une équipe composée de personnes critiques par rapport à l'expérience considérée ;
- L'étude devrait être menée par un chercheur national utilisé comme consultant
- Il doit s'agir d'une recherche-action de type stratégique avec un chercheur et des acteurs qui sont dans l'action. Le pays devrait pouvoir apprendre à partir de ses propres actions ;
- Les résultats escomptés devraient contenir des facteurs et des conditions de succès. Il ne doit pas s'agir d'une simple description du déroulement de l'expérience. Le niveau analytique est nécessaire
- Leçons doivent pouvoir être partagées avec d'autres pays.
- La manifestation d'intérêt par les pays désireux de participer aux études de cas, doit parvenir au secrétariat de l'Equipe spéciale le 10 janvier 2012 au plus tard ;
- Le travail se fera en trois phases. dans une première, un consultant sélectionné au niveau national, sur la base de ses compétences, préparera le rapport sur le pays. Dans la deuxième, le rapport sera validé par un comité national d'experts plus élargi. La troisième phase consistera en une synthèse de l'ensemble des rapports sur les pays francophones retenus.

V. **Présentation du projet d'appui aux pays membres**

Dans l'après-midi du 16 décembre 2011, l'atelier a abordé entre autres questions, le projet d'appui aux Etats membres. La session a connu trois grandes séquences

Présentation du projet

Le projet d'appui aux Etats membres a été introduit par le Professeur Francisco K. SEDDOH. Son exposé était articulé autour des points suivants :

- La pénurie en personnels enseignants dans le monde
- La situation préoccupante de la qualité
- L'impératif d'équité
- L'ambition de l'Equipe Spéciale Internationale
- L'appui aux Etats
- Les critères de choix des Etats
- Les projets en cours
- Les Résultats Attendus

Concernant la pénurie des enseignants dans le monde, Monsieur Seddoh a insisté sur les Statistiques (ISU) dans les 112 pays qui ont besoin d'accroître le nombre de leurs enseignants au niveau du primaire. En se fondant sur ces données, il soutient que le nombre d'enseignants à recruter d'ici 2015 s'élève à 5,4 millions. Soit 2 millions de postes supplémentaires et 3,4 millions de postes pour remplacer les départs (Estimation des départs à 5%). Pour l'Afrique Subsaharienne, les besoins s'élèvent à 2 millions selon les estimations faite sur la base d'un ratio enseignant/élèves de 1/40).

C'est dans cette optique que s'inscrit l'appui de l'Equipe Spéciale aux Etats membres qui consistera essentiellement à :

- Assurer une meilleure prise en compte de la question enseignante lors de l'élaboration des politiques, des Plans sectoriels les appuis des donateurs
- Améliorer le dialogue avec le groupe sectoriel en éducation ou le groupe local pour les pays bénéficiaires de l'initiative de mise en œuvre accélérée
- Appuyer les pays bénéficiaires dans la création d'équipes de haut niveau sur la question enseignante.

Le choix des pays bénéficiaires se fera sur la base d'un certain nombre de critères bien définis qui feront que le soutien de l'Equipe Internationale Spéciale ira aux pays les plus en retard dans la réalisation des objectifs de l'EPT et qui présentent une forte pénurie en personnels enseignants. Ces derniers devront manifester une volonté politique claire dans le domaine de l'éducation et de la question enseignante. Cette volonté politique se mesurera à travers les efforts déjà engagés pour traiter la problématique des enseignants, notamment en dressant un état des lieux de la question.

Discussion sur le projet et informations complémentaires sur la mise en œuvre

Dans les discussions qui ont suivi l'exposé, les participants ont soulevé un certains nombres de questions sur les points suivants :

- Le niveau de préparation des pays des différents pays ciblés pour l'appui
- Le choix des cinq pays bénéficiaires
- Le plan de financement du projet
- Les termes de référence du projet susceptibles de fournir toutes les informations utiles.

Le modérateur de la séance fait remarquer que les études menées dans les pays peuvent servir de base pour la mise en œuvre de l'initiative.

En outre, M. Seddoh et Adotevi précisent que plusieurs des cinq pays sélectionnés manifestent déjà des dynamiques et disposent d'une expérience en matière d'utilisation d'outils de Diagnostic (TISSA CONFEMEN,) Les autres pays devront mettre en place la structure organisationnelle requise et bénéficier des opportunités de renforcement des capacités qui existent. Si les pays sont diligents, dans les 10 à 11 mois prochains, le document de politique pourrait être disponible. Les pays peuvent compter sur l'appui d'experts nationaux ou internationaux mobilisables dans le cadre de l'initiative.

VI. Synthèse des travaux : Un contexte partagé

Dans sa synthèse à la fin des travaux, Mr Mamadou Ndoye a rappelé la similarité dans le contexte et les défis qui se posent à l'ensemble des pays qui ont participé à l'atelier d'experts de Dakar :

- Des besoins énormes et croissants (pays éloignés des objectifs de l'EPT)
- Des limites dans les ressources mobilisables par les Etats, aggravées parfois par des crises et conflits internes
- Des besoins en enseignants qui débordent largement les moyens (ressources financières de l'Etat) et les dispositifs et capacités (formation) en place
- Le maintien du statu quo ou des réformes de politiques orientées vers la réduction du coût unitaire pour faire plus avec les mêmes ressources
- Accélération remarquable de la scolarisation (-Accès 76% à 100% -achèvement 38% à 60%)
- Tendances d'harmonisation à la hausse
- Niveau académique : gains présumés et effets pervers
- Formation initiale : allongement, rationalisation, réorientation ou recentrage, limites

- Formation continuée : planification ascendante, stratégies de proximité, apprentissage avec les pairs, développement professionnel, pratiques réflexives (auto-évaluation, recherche-action,..), formation à distance et apprentissage libre
- Renforcement de l'identité professionnelle, syndicalisation, associations.
- professionnelles et sociales, code de déontologie,
- Recherche-action de type stratégique à travers études de cas
- Partage des conditions et facteurs de succès

La nécessité de se doter de documents de politiques ciblés sur les enseignants est ressortie comme une priorité pour l'ensemble des pays. Tous les participants ont réaffirmé le souhait pour leurs différents pays de bénéficier de l'appui de l'Equipe Spéciale pour relever ce défi. Le guide méthodologique élaboré par TISSA, pourra dans certains cas, permettre une analyse holistique et multidimensionnelle de la question enseignante. Plusieurs pays ont réitéré leur désir de partager leurs politiques et les pratiques pour aussi apprendre de leurs propres expériences. Les efforts doivent se concentrer autour des points clés suivants.

- L'élaboration d'un document de politique sur la base du diagnostic sur la question enseignante ;
- Le renforcement du partenariat avec l'ensemble des intervenants extérieurs dans les domaines suivants, tout en respectant le leadership des états au niveau national et l'importance de veiller à une bonne appropriation et à une bonne coordination pour garantir une meilleure efficacité de l'action :
 - L'appui aux options et aux dynamismes internes dans le dialogue politique
 - Le soutien à l'accroissement des capacités de formation par des appuis conséquents dans les domaines des infrastructures et des équipements ;
 - Le partage des connaissances et le renforcement des capacités techniques

Après la synthèse finale, les travaux ont été clôturés par Monsieur le Secrétaire Général du Ministère de l'Education Nationale, Mafakha Touré.

VII. Conclusion

L'atelier de Dakar sur le thème « *remédier à la pénurie d'enseignants pour réaliser l'EPT : comment rendre les politiques et les pratiques plus efficaces ?* » a connu un franc succès. La participation des représentants des états membres et des partenaires a été intense et les exposés de qualité. L'Equipe spéciale Internationale sur les Enseignants pour l'Education pour Tous dispose d'une bonne réflexion de base pour le lancement et l'organisation de ses activités concrètes au niveau des états membres articulées autour de ses études de cas et de l'Appui aux états pour l'élaboration d'un document de diagnostic sur la question enseignante, préludes à la préparation de politiques holistiques. Les besoins sont pressants et le temps disponible extrêmement court. Nous attendons les annonces de participation aux études de cas qui serviront de base pour l'organisation de la réunion francophone de validation pour le 10 janvier 2012 et la préparation du diagnostic pour les cinq pays de la première phase devra être achevée pour le mois d'octobre 2012 au plus tard. Le Ministère de l'Education du Sénégal a été exemplaire dans son accueil et le Bureau Régional de l'UNESCO pour l'Education en Afrique à la hauteur pour l'organisation de l'appui logistique.

Annexe 1

Liste des participants à la réunion d'experts organisée par l'Equipe Spéciale Internationale sur les Enseignants pour l'Education Pour Tous (EPT)

Remédier à la pénurie d'enseignants pour réaliser l'EPT: Comment rendre les politiques et les pratiques efficaces ?

Hôtel NOVOTEL, Dakar, Sénégal
15 – 16 décembre 2011

N°	INSTITUTION/ ORGANISATION	NOM & PRENOM	EMAIL	TELEPHONE
1.	Guinée	Baldé Alpha Omar	Baldealpha1950@yahoo.fr	+00224 68252704
2.	USAID/SENEGAL	Pape Momar Sow	psow@usaid.gov	+221 776402704
3.	DEMSG/SENEGAL	Ibrahima Ndour	ndourahim@yahoo.fr	+221 775266553
4.	Sénégal	Ndiaye Papa Fily	papafily@yahoo.fr	+221 775163872
5.	UNESCO/TEFAS	Seddoh Komlavi Francisco	k.seddoh@unesco.org Francisco_seddoh@orange.sn	+33633973868

6.	Université Paris Descartes	Mantes Jean Claude	jclmantes@yahoo.fr	+33684276115
7.	Personne Ressource	Mamadou Ndoye	mamendoye@gmail.com	
8.	Niger	Azizou Adama	Aazizou_do@yahoo.fr	
9.	UDEN	Diop Mamadou	mamjoob@yahoo.fr	+221 776302285
10.	Sénégal	Diao Abdou	diaodu@yahoo.fr	+221 773630706
11.	OIF/IFADEM	Dieng Papa Youga	Papa-youga.dieng@francophonie.org	
12.	UNESCO/BREDA	Bah Mouhamed	m.bah@unesco.org	+221 775677633
13.	OIF/CMRS	Nduku Kasanf	kasangnduku@hotmail.com	+33 698 84 37 81
14.	Sénégal	Djibril Ndiaye Diouf	dnddiouf@yahoo.fr	+221 7756984 50
15.	Bénin	Atohoun Raoul Juste B. C.	Raowool1971@yahoo.fr	0022997982188
16.	Mali	Baba Diabé Doumbia	Doumbia_diabe@yahoo.fr	+22166792596
17.	Burkina Faso	Diabouga Y. Paul	ydiabouga@yahoo.fr	+22670754011
18.	Côte d'Ivoire	Koné Raoul	Raoul_kone@yahoo.fr	+22502505433

19.	Côte d'Ivoire	Biney J. Francis	fjbiney@yahoo.fr	+22502505453
20.	Sénégal	Abdoulaye Diatta	laydiatta@volontaires.sn	+221 776405380
21.	Pôle de Dakar	Mohammed Bougroum	Mohammed.bougroum@poledakar.org	+221 777623525
22.	Pôle de Dakar	Patrick Nkengne Nkengne	Patrick.nkengne@poledakar.org	
23.	RCA	Guezewane Piki Jonas	guezewane@yahoo.fr	+0023675042123 +0023672020208
24.	IICBA	Abdoulaye Barry	a.barry@unesco.org	+221 775193390
25.	TTISSA	Adote-Bah Adotévi	Ab.adotevi@unesco.org	+ 221 775254855
26.	Coopération française	Hélène Charton	helcharton@hotmail.com	+221 777367592
27.	RDC	Mukadi Tsangala Jovin	Joemukadi2005@yahoo.fr	+243998472671
28.	Pôle de Dakar	Pape Mass Seck	pm.seck@polededakar.org	+221 774817687
29.	UNESCO/BREDA	Khadidiatou Samb	k.samb@unesco.org	+221 773133599
30.	UNESCO/TEFAS	Aminatou Diagne	a.diagne@unesco.org	+33145680910

Annexe 2

Agenda

jeudi, 15 décembre 2011

<i>9 : 0 0 – 9 : 3 0</i>	<i>Accueil et enregistrement des participants</i>
9:30 – 10:30	<p>Ouverture de l'atelier</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mots de bienvenue, Directrice BREDA, ou son représentant • Présentation des Travaux, Djibril Ndiaye Diouf membre du Comité de Direction de l'Equipe Spéciale • Présentation de l'Equipe Spéciale Internationale sur les Enseignants pour l'EPT • Ouverture des travaux, Son Excellence Mr le Ministre de l'Education du Sénégal
<i>10 :30 – 11 :00</i>	<i>Pause café / point de presse</i>
11 :00 – 12 :00	<p>Panel 1, Echange sur les études existantes et les expériences et actions réussies dans les pays Modérateur : Francisco Seddoh Rapporteur : Représentant IFADEM Présentation des expériences pays (15 mn par Pays)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bénin • Burkina Faso • Sénégal • Niger
12 :00 – 13 :00	<p>Discussions</p>
<i>13 :00 – 14:30</i>	<i>Déjeuner</i>
14:30 – 15:30	<p>Panel 2, Echange sur les études existantes et les expériences et actions réussies dans les pays Modérateur : Jean Claude Mantes Rapporteur : Représentant BREDA</p>
15:30 – 16:30	<p>Présentation des expériences pays (15 mn par Pays) RDC RCA Guinée Côte d'Ivoire Discussions</p>
<i>A partir de 19h</i>	<i>Réception / Dîner offert par le Secrétariat de l'Equipe Spéciale et le Ministère de l'Education du Sénégal et présidé par son Excellence Monsieur le Ministre de l'Education du Sénégal</i>

vendredi, 16 décembre 2011

<p>9:00 – 10:30</p>	<p>Panel 4, échanges avec les Partenaires Techniques et Financiers : Modérateur : Mamadou Ndoye Rapporteur : Représentant Bénin</p> <ul style="list-style-type: none"> • USAID • Pôle de Dakar • IICBA • TTISSA • OIF/IFADEM • Coopération française <p>Discussions</p>
<p>10 : 30 – 10:45</p>	<p><i>Pause café</i></p>
<p>10 : 45 – 12 : 15</p>	<p>Modérateur : Représentant USAID Rapporteur : Représentant côte d'Ivoire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Choix des pays pour la réalisation des études de cas sur les pays francophones d'Afrique et adoption d'un calendrier pour la réalisation des travaux, et des modalités de validation
<p>13:15 – 14:15</p>	<p><i>Déjeuner</i></p>
<p>14:15 – 16 : 15</p>	<p>Présentation du projet d'appui aux états membres : Francisco K. Seddoh</p> <p>Modérateur : Représentant BREDIA Rapporteur : Représentant IICBA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Echange sur la question de l'appui aux Etats membres en cours d'organisation par l'Equipe spéciale sur les Enseignants pour l'EPT <p>Questions diverses</p>
<p>14:45 – 15:15</p>	<p><i>Pause café</i></p>
<p>16 :15 – 16 : 45</p>	<p>Synthèse des travaux, tendances et actions possibles sur la coopération entre les pays Mamadou Ndoye</p>
<p>16 :45 – 17 : 00</p>	<p>Clôture de l'atelier Monsieur le Secrétaire général du Ministère de l'Education du Sénégal.</p>

Annexe 3

Synthèse des travaux

Par Mr Mamadou Ndoye

Diapositive
1

Un contexte partagé

- Un engagement des pays pour réaliser les objectifs EPT renforcé par celui pour les OMD, notamment l'EPU , entre 2000 et 2015
- Des besoins énormes (pays éloignés des objectifs) et croissants (croît démographique de plus de 3% par an) à couvrir
- Des limites dans les ressources mobilisables par les Etats, aggravées parfois par des crises et conflits internes

Diapositive
2

Le défi enseignant est partout posé

- Des besoins en enseignants qui débordent largement les moyens (ressources financières de l'Etat) et les dispositifs et capacités (formation) en place
- Le maintien du statu quo ou des réformes de politiques orientées vers la réduction du coût unitaire pour faire plus avec les mêmes ressources

Diapositive
3

Variété de situations mais une tendance globale de progrès indéniables

- Accélération remarquable de la scolarisation
 - Accès 76% à 100%
 - achèvement 38% à 60%
- Tendances d'harmonisation à la hausse
 - Relèvement du niveau académique des MNF
 - Allongement de la durée de la FI
 - Initiatives de FC avec intégration des Ntics et FAD
 - Intégration progressive dans la FP
 - améliorations salariales
- Comment assurer la transition de l'urgence vers la durabilité à des coûts soutenables?

Diapositive
4

Défis actuels et simultanés

- Hétérogénéité et recomposition du corps enseignant : défis de gestion de la stabilisation et de gestion de la transition
- Efforts de recrutement à faire d'ici 2015 aussi, voire plus importants qu'efforts déjà accomplis : défis de poursuite et de renforcements des réformes accrues par la forte demande de post-primaire (concept élargi d'éducation de base)
- Inquiétudes sur la qualité : défis d'évaluation, d'analyse et de politiques

Diapositive
5

Options de politiques



Diapositive
6

Le défi de mobiliser de nouvelles ressources étatiques: peu de marge pour répondre à la hauteur des défis

- Budget de l'ETAT
- Part de l'éducation dans le budget de l'ETAT
- Part de l'éducation de base dans le budget de l'éducation
- Part de la masse salariale dans le budget de l'éducation de base
- Augmentation du volume de l'assistance extérieure

Diapositive
7

Déploiement et utilisation plus efficaces des ressources

Réduction du coût unitaire pour produire plus avec les mêmes ressources

- Réduction du coût moyen des E : diminution générale des salaires, diminution des salaires des nouveaux enseignants/salaire d'équilibre
- Déploiement et utilisation plus efficaces des enseignants : augmenter les effectifs encadrés, développer des politiques standardisées de déploiement, adapter les règles et les pratiques de la FP en matière de recrutement, d'affectation et transfert pour utiliser pleinement et équitablement la force enseignante dans les classes (régionalisation, communalisation...)

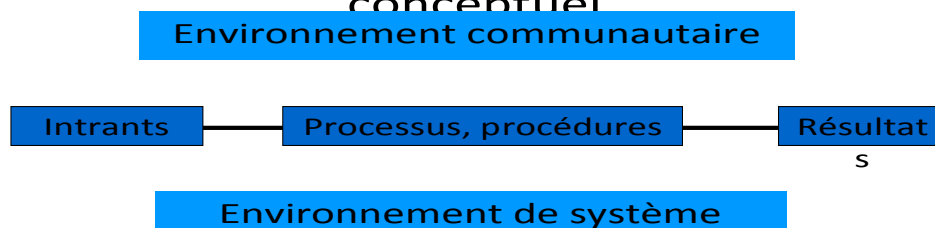
Diapositive
8

Les défis pour améliorer la qualité : l'effet enseignant est central

- Niveau académique : gains présumés et effets pervers
- Formation initiale : allongement, rationalisation, réorientation ou recentrage, limites
- Formation continuée : planification ascendante, stratégies de proximité, apprentissage avec les pairs, développement professionnel, pratiques réflexives (auto-évaluation, recherche-action,..), formation à distance et apprentissage libre
- Renforcement de l'identité professionnelle : syndicalisation, associations professionnelles et sociales, code de déontologie,

Diapositive
9

Mais une approche holistique de la qualité est nécessaire : Cadre conceptuel



Diapositive
10

Nécessite de politiques : une meilleure connaissance pour élaborer

- SIGE : systèmes de collecte et de traitement régulier des données quantitatives et qualitatives sur les enseignants nécessaires pour mieux évaluer, définir des options de politique, planifier, recruter, déployer, piloter, soutenir, lutter contre le SIDA etc.
- TISSA : un outil d'analyse holistique et multidimensionnelle de la question enseignante

Diapositive
11

Nécessite de politiques : apprendre des politiques et expériences efficaces

- Recherche-action de type stratégique à travers études de cas
- Partage des conditions et facteurs de succès
- Confirmation de l'engagement des pays candidats au plus tard le 10 février

Diapositive
12

- Nécessité de politiques : Appui de l'Equipe Spéciale aux pays pour relever le défi de développer une politique**
- **Réalisation d'un diagnostic de la force enseignante**
 - **Elaboration d'un document de politique**

Diapositive
13

Partenariats

- ***Les partenaires extérieurs sont utiles***
 - Appui aux options et dynamismes internes dans le dialogue politique
 - Soutien dans l'accroissement des capacités de formation en infrastructures et des équipements pour
 - Partage des connaissances et renforcement des capacités techniques
 - Coordination et efficacité des interventions
 - Leadership et appropriation au niveau national

Annexe 4

Quotidien d'informations des sans-voix • N°1899 Vendredi 16 Décembre 2011

ISSN 0852 - 0268

L'office

PENURIE D'ENSEIGNANTS

Les acteurs en quête de solution

La communauté internationale s'est fixée comme objectif la réalisation de l'Education Pour Tous (EPT), d'ici l'horizon 2015. L'atteinte, d'un objectif aussi ambitieux, passe indéniablement par un recrutement massif d'enseignants. C'est, en ce sens qu'un atelier axé sur «Remédier à la pénurie d'enseignants pour réaliser l'EPT : Comment rendre les politiques et les pratiques efficaces?», s'est ouvert à Dakar, depuis hier. Il a été présidé par le ministre de l'Education Kalidou Diallo, qui est revenu de long en large sur la politique éducative du Sénégal.

PAR ABDOURAHMANE MBODJ



L'éducation occupe une place de choix dans la politique des gouvernements. En effet, malgré les efforts consentis par les décideurs, pour l'atteinte de l'«Education Pour Tous» (EPT), certains pays sont toujours à la traîne. C'est dans ce sens qu'un forum mondial sur l'éducation, organisée par la communauté internationale, s'est tenue à Dakar en 2000. A l'issue de ce conclave, six (6) objectifs majeurs pour l'atteinte de ce pari, à savoir l'EPT ont été dégagés. Il s'agit de : Education et protection des enfants, enseignement primaire gratuit et obligatoire pour tous, programmes adéquats pour l'acquisition de connaissances et de compétences nécessaires à la vie courante pour les jeunes et les adultes, l'amélioration des taux d'alphabétisation des adultes, la parité et l'égalité entre les deux sexes dans l'éducation et enfin la qualité de l'éducation. Aussi quatre (4) objectifs quantitatifs ont été fixés pour 2015 : augmenter de 50% le taux d'alphabétisation des adultes, dispenser un enseignement primaire universel, assurer la parité et l'égalité entre les sexes

et améliorer la qualité de l'éducation, mesurée par le taux de réussite en cinquième année d'études. Ainsi, pour la réussite de cet objectif, l'équipe spéciale internationale sur les enseignants pour l'EPT, a organisé hier à Dakar, un atelier d'experts axé sur «Remédier à la pénurie d'enseignants pour réaliser l'EPT : Comment rendre les politiques et pratiques efficaces ? Cette rencontre présidée par Kalidou Diallo, ministre de l'Education nationale, des langues nationales et du moyen secondaire, a été l'occasion pour ce dernier de cerner cette question. «Pour l'atteinte de l'EPT en 2015, beaucoup de pays ont besoin ou auront besoin de nombreux enseignants, d'autres devront faire face à une importante demande de candidats, car selon les estimations de la banque mondiale, pour la réussite de ce pari, il faut recruter plus de 18 millions d'enseignants au niveau mondial, pour faire face à la demande en même temps renouveler le personnel parti à la retraite. L'Afrique Subsaharienne à elle seule aura besoin de 6 millions d'éducateurs supplémentaires au

cycle primaire». Selon, toujours Kalidou Diallo, certains pays se sont engagés dans une nouvelle transformation du mode de recrutement. C'est le cas du Sénégal qui devant les rigueurs budgétaires a créé la politique du Volontariat et le gel de la formation, pour faire face à cette pénurie et à la demande croissante. Cette option a permis d'éviter la fermeture des écoles, mais surtout elle a occasionné l'ouverture de nouvelles salles de classe et la réduction du coût de la dépense. Alors, les coins les plus reculés ont bénéficié d'écoles. Et l'accès à l'éducation s'est beaucoup amélioré. Toutefois, elle a permis également une résorption du nombre de diplômés du supérieur et du secondaire. Mieux, avec cette nouvelle politique, le taux brut de scolarisation est passé de 53% en 1996 à 67 % en 2000 et aujourd'hui elle est de 94%. En outre, revenant largement sur les réalisations de l'alternance dans le domaine de l'éducation, le ministre est d'avis que « l'éducation et la formation occupent 40% du budget national, grâce à la volonté du Président Wade, qui veut s'appuyer sur ce secteur pour développer le pays ». La représentante de l'Unesco, ainsi que le directeur de la réforme de l'éducation, M. Seydou Diouf, par ailleurs point focal du Sénégal, ont salué les performances du Sénégal, avant de demander aux décideurs de mieux s'impliquer pour que cet objectif des EPT soit atteint d'ici l'horizon 2015. Pour rappel, durant ses travaux, les pays Africains participants, vont échanger leurs expériences en matière de gestion et de recrutement des enseignants.